

**Art. 3.** Dans la nouvelle loi communale est inséré un article 242bis, rédigé comme suit :

« Art. 242bis. — Dans les trois mois après l'élection des échevins, le collège soumet au conseil communal un programme de politique générale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins les principaux projets politiques.

Après approbation par le conseil communal, ce programme de politique générale est publié conformément aux dispositions de l'article 112 et de la manière prescrite par le conseil communal. »

**Art. 4.** La présente loi entre en vigueur lors du renouvellement intégral des conseils provinciaux et communaux du 8 octobre 2000.

Pour les conseils visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le délai de trois mois dans lequel le programme de politique générale doit être présenté par la députation permanente ou par le collège des bourgmestre et échevins au vote du conseil provincial et du conseil communal, selon le cas, est prolongé jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 février 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session ordinaire 1999-2000.*

Sénat :

*Documents parlementaires* — Proposition de loi, n° 2-490/1.

*Session ordinaire 2000-2001.*

Sénat :

*Documents parlementaires* — Amendement, n° 2-490/2. — Rapport, n° 2-490/3. — Texte adopté par la Commission, n° 2-490/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 2-490/5.

*Annales du Sénat.* — Discussion et adoption, séance du 30 novembre 2000.

*Session ordinaire 2000-2001.*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires* — Projet transmis par le Sénat n° 50-996/1. — Amendements, n° 50-996/2. — Rapport, n° 50-996/3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 50-996/4.

*Annales de la Chambre des Représentants.* — Compte rendu intégral : 18 janvier 2001.

**Art. 3.** In de nieuwe gemeentewet wordt een artikel 242bis ingevoegd, luidende :

« Art. 242bis. — Binnen drie maanden na de verkiezing van de schepenen, legt het college aan de gemeenteraad een algemeen beleidsprogramma voor de duur van zijn mandaat voor, dat minstens de belangrijkste beleidsplannen bevat.

Dit beleidsprogramma wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 en op de door de gemeenteraad voorgeschreven wijze. »

**Art. 4.** Deze wet treedt in werking bij de algehele vernieuwing van de provincieraden en gemeenteraden op 8 oktober 2000.

Voor de in het eerste lid bedoelde raden wordt de termijn van drie maanden waarbinnen de bestendige deputatie en het college van burgemeester en schepenen een algemeen beleidsprogramma ter goedkeuring moeten voorleggen aan respectievelijk de provincieraad en de gemeenteraad, verlengd tot het verstrijken van de derde maand na de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleeft en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 februari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Gewone zitting 1999-2000.*

Senaat :

*Parlementaire bescheiden* — Wetsvoorstel, nr. 2-490/1.

*Gewone zitting 2000-2001.*

Senaat :

*Parlementaire bescheiden* — Amendement, nr. 2-490/2. — Verslag, nr. 2-490/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 2-490/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers nr. 2-490/5.

*Handelingen van de Senaat.* — Bespreking en aanneming, vergadering van 30 november 2000.

*Gewone zitting 2000-2001.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire bescheiden* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 50-996/1. — Amendementen, nr. 50-996/2. — Verslag, nr. 50-996/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 50-996/4.

*Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.* — Integraal verslag : 18 januari 2001.

F. 2001 — 809

[2001/00273]

**8 FEVRIER 2001. — Loi modifiant l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifié par la loi du 28 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. Les cendres des corps incinérés peuvent être recueillies dans des urnes qui sont, dans l'enceinte du cimetière :

1° soit inhumées à au moins huit décimètres de profondeur;

2° soit placées dans un columbarium.

Les cendres des corps incinérés peuvent être :

1° soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet;

N. 2001 — 809

[2001/00273]

**8 FEBRUARI 2001**

**Wet tot wijziging van artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd bij de wet van 28 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. De as van de gecremeerde lijken kan in urnen worden geplaatst die binnen de omheining van de begraafplaats :

1° hetzij op ten minste acht decimeter diepte worden begraven;

2° hetzij in een columbarium worden bijgezet.

De as van gecremeerd lijken kan :

1° hetzij worden uitgestrooid op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats;

2° soit dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique, aux conditions que le Roi détermine.

Les cendres du défunt sont traitées avec respect et dignité et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité commerciale, à l'exception des activités afférentes à la dispersion ou à l'inhumation des cendres, ou à leur translation à l'endroit où elles seront conservées.

Si le défunt l'a spécifié par écrit ou à la demande des parents, s'il s'agit d'un mineur d'âge, ou, le cas échéant à la demande du tuteur, les cendres des corps incinérés peuvent :

1° être dispersées à un endroit autre que le cimetière. Cette dispersion ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. S'il s'agit d'un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses proches, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise. La dispersion des cendres se fait consécutivement à la crémation;

2° être inhumées à un endroit autre que le cimetière, conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. Cette inhumation ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. S'il s'agit d'un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses proches, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise. L'inhumation se fait consécutivement à la crémation;

3° être mises dans une urne à la disposition des proches pour être conservées à un endroit autre que le cimetière. S'il est mis fin à la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière, les cendres sont soit transférées par le proche qui en assure la conservation ou par ses héritiers en cas de décès de celui-ci, dans un cimetière pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées, soit dispersées en mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique.

La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

Le Roi peut déterminer d'autres conditions auxquelles doivent répondre la conservation, l'inhumation ou la dispersion des cendres visées à l'alinéa 4. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session ordinaire 1999-2000.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi n° 2-258-1. — Amendements, n°s 2-258/2 et 3. — Rapport, n° 2-258/4. — Texte adopté par la Commission, n° 2-258/5. — Amendements, n°s 2-258/6 à 11. — Rapport complémentaire, n° 2-258/12. — Texte adopté par la Commission après renvoi par la séance plénière, n° 2-258/13. — Amendement, n° 2-258/14. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre de représentants, n° 2-258/15.

*Annales du Sénat.* — Discussion et adoption, séances des 18 mai et 29 juin 2000.

*Session ordinaire 2000-2001.*

Décisions de la commission parlementaire de concertation, n° 82/15.  
Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat, n° 0776/001. Amendements, n°s 0776/002 à 005. — Rapport, n° 0776/006. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 0776/007.

*Annales de la Chambre des représentants.*

Compte rendu intégral : 18 janvier 2001.

2° hetzij worden uitgestrooid op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee onder de voorwaarden die de Koning bepaalt.

De as van de overledene wordt met respect en eerbied behandeld en kan geen voorwerp uitmaken van een commerciële activiteit, met uitzondering van die activiteiten die verband houden met het uitstrooien of begraven an de as of met het overbrengen ervan naar de plaats waar de as bewaard zal worden.

Indien de overledene dit schriftelijk heeft bepaald of op verzoek van de ouders indien het om een minderjarige gaat, of, in voorkomend geval, op verzoek van de voogd, kan de as van gecremeerde lijken :

1° worden uitgestrooid op een andere plaats dan de begraafplaats. Deze uitstrooiing kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. Indien het een terrein betreft dat niet in eigendom is van de overledene of zijn nabestaanden, is een voorafgaande, schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist. De asuitstrooiing gebeurt aansluitend op de crematie;

2° worden begraven op een andere plaats dan de begraafplaats, overeenkomstig de bepalingen vervat in het eerste lid, 1°. Deze begraving kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. Indien het een terrein betreft dat niet in eigendom is van de overledene of zijn nabestaanden, is een voorafgaande, schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist. De begraving gebeurt aansluitend op de crematie;

3° in een urne ter beschikking worden gesteld van de nabestaanden om te worden bewaard op een andere plaats dan de begraafplaats. Indien er een einde komt aan de bewaring van de as op een andere plaats dan de begraafplaats, wordt de as door toedoen van de nabestaande die er de zorg voor heeft of zijn erfgenamen in geval van diens overlijden, ofwel naar een begraafplaats gebracht om er begraven, in een columbarium bijgezet of uitgestrooid te worden ofwel op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee uitgestrooid te worden.

De persoon die de as in ontvangst neemt, is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

De Koning kan nadere voorwaarden bepalen waaraan de in het vierde lid bedoelde bewaringen, begravingen of uitstrooiingen moeten voldoen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 1999-2000.*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsvoorstel, nr. 2-258/1. — Amendementen, nrs. 2-258/2 en 3. — Verslag nr. 2-258/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-258/5. — Amendementen, nrs. 2-258/6 tot 11. — Aanvullend verslag, nr. 2-258/12. — Tekst aangenomen door de Commissie na terugzending door de plenaire vergadering, nr. 2-258/13. Amendement, nr. 2-258/14. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-258/15.

*Handelingen van de Senaat.* — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 18 mei en 29 juni 2000.

*Gewone zitting 2000-2001.*

Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nr. 82/15.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 0776/001. — Amendementen, nrs. 0776/002 tot 005. — Verslag, nr. 0776/006. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 0776/007.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.*

Integraal verslag : 18 januari 2001.